



ÉLECTIONS CHAMBRES D'AGRICULTURE JANVIER 2007

NOTRE CAMPAGNE

Jeunes
Agriculteurs

J - 50 jours

Humeur

50 jours. C'est le temps qui nous sépare de l'ouverture du scrutin « élections Chambres d'agriculture ». 50 jours pour convaincre les indécis. 50 jours pour les persuader de faire le choix de l'action et de la responsabilité.

Depuis la fin de l'été, les secrétaires généraux de la FNSEA et des JA n'ont ménagé ni leur temps, ni leurs efforts pour aller, dans chaque région, expliquer notre projet, présenter la campagne et discuter avec 600 responsables locaux.

Aujourd'hui, ces 50 jours marquent l'entrée dans une seconde phase de campagne. Plus déterminée, plus active, plus engagée.

Cette seconde phase repose sur vous, responsables locaux. Car c'est à vous de convaincre les indécis et de réveiller les assoupis.

Profitez de notre projet pour engager le débat !
Créez l'occasion pour valoriser nos acquis !
Faites partager notre enthousiasme !
Soyez présents partout, surtout là où on ne vous attend pas !

Plus vous serez nombreux, plus nous pourrons défendre notre métier et notre vision de l'agriculture. C'est à vous de montrer toute la force de notre réseau, dans l'intérêt des agricultrices et des agriculteurs !

Jean-Michel Lemétayer Philippe Meurs

La campagne bat son plein

➔ Manche : 1200 agriculteurs lancent la campagne de la FDSEA/JA

1200 agricultrices et agriculteurs ont participé le 24 novembre dernier au 60^{ème} anniversaire de la FDSEA de la Manche, en présence de Christiane Lambert, Vice-présidente de la FNSEA et d'Henri Nallet, ancien ministre de l'Agriculture. Cette soirée servait également de lancement à la campagne aux élections "Chambres d'agriculture" de la FDSEA et des JA. Sous le slogan "Fiers du passé, réalistes dans le présent, ambitieux pour l'avenir", Pascal Ferey, Président de la FDSEA, a rappelé qu'« un anniversaire ne vaut que s'il constitue un pont jeté vers l'avenir ».

➔ La campagne en Côte d'Or : la proximité avant tout

La FDSEA de Côte d'Or entend mener une campagne de proximité. Une campagne auprès des agriculteurs, dans les exploitations. La tournée des AG cantonales, qui débute, est l'occasion de rencontrer des sympathisants chez eux, d'aller à leur rencontre (un élu départemental, le président cantonal et un animateur) pour discuter concrètement de leurs préoccupations, du projet de la FDSEA et des JA.

Par la suite, d'autres rencontres seront organisées dans les cantons les plus difficiles. Enfin, en janvier, 6 réunions inter cantonales sont prévues. Tous les agriculteurs seront invités. En parallèle, le projet présenté à la presse le 11 décembre sera décliné dans le journal Terres de Bourgogne au cours du mois de janvier.

Agenda

Du 1^{er} au 20 décembre

Rencontres intercantionales en Loire Atlantique

5 décembre :

Journée des agricultrices du Bas Rhin en présence de Karen Serres, Présidente de la Commission nationale des agricultrices

14 décembre :

Jean-Bernard Bayard, Secrétaire Général adjoint de la FNSEA participera au colloque Fruits et Légumes dans le Tarn et Garonne

Du 2 au 10 décembre :

Salon du cheval de Paris

Il faut le dire !

➔ Modulation des aides

Confédération Paysanne	FNSEA - JA
Dans son projet, la Confédération paysanne souhaite un nouveau calendrier de réforme de la PAC, intégrant le transfert d'au moins 20 % des aides du premier pilier vers le second pilier de la PAC, grâce à l'instauration d'une modulation.	FNSEA et JA sont favorables au renforcement de la politique de développement rural (2 ^{ème} pilier de la PAC), qui permet de favoriser l'installation, d'allouer des ICHN, de moderniser les exploitations, de mettre en œuvre des mesures agro-environnementales... Mais ce renforcement ne doit pas affecter les aides du 1 ^{er} pilier qui compensent, partiellement, les baisses de prix mises en œuvre depuis 1992. Moduler les aides du 1 ^{er} pilier, c'est diminuer le revenu des exploitants (les aides peuvent représenter plus de la totalité du revenu). Ajouter une nouvelle modulation, c'est prendre de l'argent aux agriculteurs pour ne leur en rendre qu'une partie, l'autre étant systématiquement affectée aux mesures non agricoles du développement rural. Pour FNSEA/JA, l'accompagnement financier de la politique de développement rural mérite un budget en tant que tel qui doit venir de l'Union européenne, de l'Etat et des régions.

NOTRE MÉTIER A UN PRIX !

“

Nous sommes opposés à la proposition de réforme de l'OCM vitivinicole.

D'où vient cette idée que pour se battre face à de nouveaux concurrents, il faudrait abandonner des parts de marché ?

Nous avons besoin de garder notre potentiel de production. Mais aussi de véritables mesures offensives de conquête des marchés et de moyens efficaces de gestion de l'offre.

Jean-Michel Lemétayer
Vinitech, Bordeaux
28 novembre 2007

➔ L'Europe fait des économies sur le dos des agriculteurs !

Pour aider les producteurs pénalisés par la réforme de la PAC, FNSEA/JA avait demandé à ce qu'on leur attribue les DPU non utilisés, les DPU "dormants". Mais l'Europe refuse de réveiller ces droits non activés. La commissaire Mariann Fischer Boel préfère économiser 70 millions d'euros plutôt que de soutenir l'évolution du revenu de la Ferme France. Cette perte de revenu est inacceptable. FNSEA/JA demande au Gouvernement que ces 70 millions soient utilisés pour réduire la modulation à la charge des agriculteurs. L'Europe n'est pas là pour faire des économies sur le dos des agriculteurs !

➔ PHAE : Où sont les crédits ?

Janvier 2006 : le ministère de l'Agriculture promet des crédits pour que les CTE herbagers et ovins, arrivant à expiration, puissent être renouvelés dans le cadre d'une PHAE.

Novembre 2006 : Où sont les crédits ? De trop nombreux départements ne bénéficient pas des crédits suffisants pour faire face aux demandes des éleveurs. La FNSEA, les JA et la FNB sont mobilisés et font pression sur le ministère pour que les promesses soient tenues !

➔ Fièvre catarrhale

La FNSEA et les JA ont obtenu l'engagement du ministre de l'Agriculture d'annoncer, dès la 1^{ère} semaine de décembre, un plan d'indemnisation des pertes des éleveurs. Il a également accepté de reporter le dépôt des dossiers de prise en charge des surcoûts au 31 décembre. Enfin, nous avons été entendus au sujet des animaux nés avant le 1^{er} janvier 2006 : la question devrait être réexaminée.

➔ FNSEA / JA réclame la création d'un Chèque énergie

La FNSEA et les JA ont réclamé, le 29 novembre lors d'une conférence de presse, un "chèque énergie" pour atténuer la hausse des prix pétroliers. "Une mesure pérenne, tel un crédit d'impôt, mise en oeuvre chaque année en tant que de besoin est nécessaire", a déclaré le Président de la FNSEA, Jean-Michel Lemétayer. FNSEA et JA demandent la compensation de 50% du surcoût lié à la hausse des produits pétroliers. Pour 2005, le surcoût de la hausse des prix des produits pétroliers est estimé à 500 millions d'euros. Or les agriculteurs ont reçu environ 100 millions de remboursements de taxe à la suite de la pression syndicale. Si le "chèque énergie" avait existé, l'Etat aurait dû verser 150 millions € en plus.

FDSEA/JA dans la campagne

Chaque semaine, « Notre Campagne » met en avant une femme, un homme qui s'engage dans la campagne. Cette semaine, Olivier Borel, Président de la FDSEA de l'Orne, nous écrit au sujet de la conditionnalité.

"Apprentis sorciers"

Depuis quelques années, les contrôles se multiplient sur les exploitations. Cet automne, c'est la conditionnalité des aides PAC qui tient la vedette. Et cela ne devrait pas s'arranger en 2007.

Dans cette affaire, la FNSEA est intervenue sur les modalités de contrôle afin qu'elles soient les

moins contraignantes possibles. L'objectif étant, bien sûr, de limiter autant que possible la pression qui pèse sur les agriculteurs et de réduire au maximum les conséquences financières de la conditionnalité.

La conditionnalité n'est pas arrivée par hasard. Elle a été décidée par la réforme de la PAC en 2003 contre laquelle la FNSEA et les JA se sont battus.

Certains ont cru devoir justifier sur des critères sociaux, environnementaux et de bien-être animal les compensations aux baisses de prix.

Les apprentis sorciers qui ont soutenu ces idées, populaires auprès du grand public, ont fait de leurs collègues des présumés coupables permanents. Ils leur ont donné un nouveau métier fait de tracasseries paperassières et de pénalités sur le revenu. Ils ont rendu un bien mauvais service aux agriculteurs.

LES AGRICULTRICES S'IMPLIQUENT



Contacts

www.elections.fnsea.fr
www.elections.jeunes-agriculteurs.fr
www.fnsea.fr
www.jeunes-agriculteurs.fr